Surtout ne changez rien !

Frédéric Lordon
(CNRS, CSE)

C'est le mode d'emploi de la bombe à hydrogène politique, il n'est nul besoin d'aller en chercher les composants chimiques dans un obscur recoin de l'internet, tous sont là, exposés sous nos yeux, il suffit de les observer et d'attendre leur précipité. Petite recette de chimie détonante : 1) la tragique désorientation des décideurs ; 2) la (remarquable) persévérance dans l'obscénité des hommes de la finance, même au tréfonds de la déconfiture ; 3) l'état de rage qui gagne une part croissante de la population ; 4) la cécité, par atermoiement ou simple incapacité, de la quasi-totalité des médiateurs, gouvernants, partisans et syndicaux, incapables de saisir l'enjeu véritable de la situation, qui ne réclame pas le retrait d'une réforme, ou même d'une politique, mais une nouvelle donne d'une ampleur semblable à celle qui eut lieu au sortir de la deuxième guerre.

1. « Décideurs » dans le brouillard

À ce qu'on dit, les dirigeants dirigent parce qu'ils sont d'une clairvoyance supérieure à la moyenne. Il y a comme ça des mythes en attente d'urgentes révisions. Car à tous les étages du pouvoir, politique comme financier, ce ne sont plus que désarroi et désorientation. La somme des revirements et des têtes-à-queues déguisés en corrections de trajectoire trahit un état de confusion stratégique qui, sans même interroger la légitimité des dirigeants à diriger, a de quoi donner quelques inquiétudes.

Du côté de la finance, le salut a d'abord semblé passer par l'adossement des banques d'affaire en voie d'effondrement aux banques commerciales : Bear Stearns est racheté par JP Morgan Chase, Merrill Lynch par Bank of America, Morgan Stanley par Wachovia, etc. On en comprend sans peine la raison : pour toutes ces banques d'investissements sinistrées, incapables de se refinancer dans les marchés où plus personne ne veut entendre parler d'elles, ni de grand monde d'ailleurs, rien ne vaut de se retrouver assises sur le tas d'or des dépôts ! Et telle est bien l'explication donnée par les intéressés eux-mêmes : les dépôts sont d'admirables matelas de liquidités qui permettent d'encaisser plus facilement quelques menus gadins spéculatifs. Les déposants seront donc ravis d'apprendre que leurs avoirs monétaires ont maintenant vocation à amortir les pertes de marché et à sauver les opérateurs de la crise de

liquidité. La crise de 1929 avait mine de rien fini par produire quelques effets d'apprentissage, et notamment celui ayant conduit à la stricte séparation bancaire des activités de marché et des activités de prêt commercial (*Glass Steagall Act*) pour éviter que les déboires des premières ne contaminent les secondes et diffusent leurs effets dans toute l'économie via le canal du crédit. Or, non seulement le *Glass Steagall Act* a été jugé ringardissime par la hourrah-déréglementation, et joyeusement abrogé par l'équipe Clinton, mais, loin que la crise financière ait conduit à y revenir aussi vite que possible, tout le mouvement présent de restructuration bancaire approfondit un peu plus une tendance dont les nuisances sont avérées de longue date ; ceci pour ne rien dire de la constitution de véritables mastodontes bancaires – qu'on pense au nouveau JP Morgan Chase Bear Stearns Washington Mutual, le dernier fermera la porte –, véritables foyers de risque systémique ambulants, que leur taille gigantesque abonne dès maintenant au *too big to fail* et au sauvetage public garanti à la prochaine occasion.

Mieux valant tard que jamais, l'esprit finit tout de même par venir aux banquiers. Il faut dire que la consolidation bancaire d'urgence n'a pas tardé à révéler qu'elle avait été opérée en dépit du bon sens. Ceux qui s'étaient déjà construits comme « supermarchés de la finance », intégrant toutes les activités, des marchés au crédit commercial en passant par les fusions-acquisitions, ont compris qu'il était temps d'abandonner leur modèle et ont commencé à se couper bras et jambes pour en revenir à des configurations moins tentaculaires et plus maîtrisables. De ce point de vue, les « réductions » les plus spectaculaires sont sans doute celles d'UBS et de Citigroup, il est vrai respectivement second et premier au palmarès des pertes sur les subprimes. Quant à Bank of America elle vient de découvrir, mais un peu tard, qu'avec Merrill Lynch, elle avait surtout acheté… des pertes – 15 milliards de dollars au quatrième trimestre 2008, après, évidemment, que les dirigeants de Merrill aient juré à leurs futurs acquéreurs que les comptes avaient été passés à la paille de fer. Le *Wall Street Journal* lui décerne le titre bien mérité de la fusion la plus rapidement tournée en désastre ; mais que faire maintenant qu'il ne semble plus y avoir à choisir qu'entre « mourir tout seul » et « mourir fusionné » ? Plus que jamais se tourner vers l'Etat bien sûr…

De ce côté-là pourtant, on ne peut pas dire que la clarté des idées soit beaucoup plus grande. Le TARP (*Trouble Asset Relief Program*), qui est devenu le nom générique du sauvetage public de la finance aux Etats-Unis, n'aura pas connu moins de trois définitions successives en trois mois. Conçu à l'origine (fin septembre 2008) comme un vaste programme de rachat des actifs bancaires avariés, il ne lui aura fallu que quelques semaines pour connaître une première révision d'ampleur, la stratégie du cantonnement ayant été jugée très

inférieure à celle de la recapitalisation – les premières injections de capitaux publics commencent à la mi-octobre, soit dit en passant au mépris complet des usages des 700 milliards de dollars (!) explicitement votés par le Congrès… Hélas, la recapitalisation ne fonctionne pas davantage que le reste, et le crédit demeure bloqué en dépit des wagons d'argent public déversés dans les banques. C'est donc un nouveau virage sur l'aile qui s'amorce depuis début janvier où l'administration américaine, avant même la transition, envisage à nouveau l'option d'une gigantesque structure de cantonnement, celle-là même qu'elle avait élaborée il y a trois mois puis abandonnée pour cause d'« évidente » inefficacité. Attendons avec confiance le prochain demi-tour au frein à main…

1bis. Finance : icebergs à babord, non à tribord, euh partout !

C'est très dommage que les gouvernements ne sachent pas trop où aller car, du côté de la finance, le moins qu'on puisse dire est qu'il ne faut pas attendre d'amélioration spontanée. La récession occupe le débat public à un point tel qu'elle avait presque fini par faire penser que la crise financière à proprement parler est derrière nous – il ne restait « plus qu'à » en digérer les dégâts. Or, loin qu'elle ait atteint les derniers degrés de la destruction qu'on pourrait croire et qu'il n'y ait plus qu'à observer les ruines fumantes, la débâcle financière a encore en réserve quelques sérieuses descentes. Avec la régularité d'un horaire des chemins de fer, les convois de mauvaises dettes défilent les uns après les autres… et de manière non moins prévisible viennent s'écraser sur le butoir. Celui des crédits immobiliers dits Alt-A[1] promet depuis un moment un très bel amas de ferraille – et voici que les premiers wagons entrent en gare. D'une moyenne historique de quelques pourcents, le taux de défaut sur les *Alt-A mortgages* a bondi autour de 10%. Pour dire les choses simplement, c'est très exactement l'histoire des *subprimes* qui recommence, avec la séquence : défaut des emprunteurs initiaux - transmission du choc aux produits structurés dérivés - annihilation garantie de leurs tranches les plus subordonnées (*equity* et mezzanine) - probables pertes très importantes sur les tranches seniors pourtant réputées les plus sûres et d'ailleurs jusqu'ici notées triple-A. Pour un encours total de 1300 milliards de crédits Alt-A, Goldman Sachs envisage des pertes totales de 600 milliards de dollars… éventuellement « arrondis » à 1 trillion de dollars si l'on y inclut les options-ARM[2]. La perspective d'un deuxième service alors que la finance gît encore la tête dans la cuvette des subprime a tout du film d'horreur.

[1] Voir "Le jour où Wall Street est devenu socialiste", *Le Monde Diplomatique*, octobre 2008.
[2] Les option-ARM sont des prêts immobiliers pour lesquels l'emprunteur à le choix de ne payer sur les premières années qu'un taux d'intérêt très bas (qu'il fixe au niveau de son choix parmi plusieurs options possibles)… avec évidemment report sur les années futures de la charge des facilités de départ.

C'est pourquoi il ne faut pas attendre de sitôt voir les résultats des banques relever la tête. UBS, qui n'en finit plus de s'enfoncer, vient encore d'annoncer presque 7 milliards de dollars de pertes de plus au quatrième trimestre 2008 et indique déjà l'ambiance à venir : ce sera « descente aux enfers ».

Ça le sera d'autant plus qu'à la suite de tous les excès d'endettement bien identifiés – immobilier subprime ou Alt-A, crédits auto, LBO, cartes de crédit, etc. – vont venir s'ajouter très bientôt ceux que la crise économique elle-même se charge de produire, en l'espèce essentiellement des défauts d'entreprise. Or, la titrisation, qui a fait feu de tout bois, s'est également « occupée » de cette sorte de dette qu'elle a disséminée aux quatre coins de l'univers financiers en produits particulièrement sophistiqués qu'on appelle des CDO synthétiques, qui ont la particularité d'être encore plus sensibles aux défauts que les CDO « ordinaires » (où l'on avait « accommodé » les crédits subprime)[3]. Or des CDO synthétiques fabriqués à partir de dette *corporate*, il y en a pour 1,2 trillions de dollars dans les tuyaux sur lesquels les investisseurs *dès la fin octobre 2008* envisageait jusqu'à 90% de paume[4]… On laissera le lecteur imaginer de lui-même et, si possible, dans un silence recueilli, ce qu'il en restera après quelques mois de récession sauvage – troisième service et pousse-café.

2. Obscénité sans limite

Ça pourrait être le nom d'une opération de l'*US Army* ; c'est juste l'état moral de la finance. De tous les ingrédients du désastre, il s'agit paradoxalement et du plus anecdotique et du plus explosif. Que la goinfrerie de la finance ne connaisse aucun frein pendant la déconfiture et que les bonus continuent de valser à milliards pendant l'aide publique est un non-événement du point de vue macroéconomique. Mais du point de vue politique, pardon ! Le fait est que la finance commence 2009 en fanfare. Avant que ne soit formalisé son rachat par Bank of America, John Thain, président de Merrill Lynch a décidé que lui-même et ses troupes avaient bien mérité un dernier petit bonus pour la route – entre 4 et 5 milliards de dollars, alors même que Merrill apporte en « dot » à son mariage 15 milliards de pertes qui

[3] À l'usage des passionnés de mécanique, les CDO synthétiques sont des véhicules dont l'actif est alimenté par des primes de CDS émis sur les dettes initiales. Conformément au mécanisme standard de la finance structurée c'est la masse de ces primes de CDS qui sont ensuite reventilées entre les différentes tranches qui constituent le passif du véhicule. La vulnérabilité spéciale des CDO synthétiques vient du fait que lorsque les défauts sont matérialisés, l'actif du véhicule prend un double impact puisque non seulement les flux financiers entrants sont interrompus mais au surplus les indemnisations assurantielles des CDS sont activées… Pour tous ceux à qui cette explication fait l'effet du chinois, quelques éléments d'explication relatifs à la finance structurée dans le chapitre 2 de *Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières*, Raisons d'agir, 2008.

[4] Neil Unmack, Abigail Moses et Shannon Harrington, "CDO Cuts Show $1 trillion Corporate-Debt Toxic Bets", *Bloomberg*, 22 octobre 2008.

ont conduit le Trésor US à lui fournir 20 milliards de dollars supplémentaires d'argent public et une garantie de reprise de perte de… 118 milliards. Pendant ce temps M. Thain a jugé important de refaire la décoration de son bureau : 1,2 millions de dollars – après tout puisque l'argent public ne manque pas… La direction de la banque Citi pour sa part n'a pas pu résister au gros caprice d'un nouveau jet à 50 millions de dollars (et aussi de quelques hélicoptères). Attention, l'engin en vaut la peine : « un confort sans concession » promet le dépliant – on veut bien le croire. Citi, qui a laissé plus de 50 milliards de dollars sur les subprimes, est l'objet de l'un des plus gros plans de sauvetage public particuliers, à 300 milliards de dollars.

Même *The Economist* qui passerait difficilement pour un ennemi de la finance en a la nausée et parle de *« pillage »*[5] – il est vrai que même pour le défenseur acharné de la méritocratie financière, le fait que 2008 soit la sixième plus grosse année en matière de bonus – au cœur d'une crise séculaire – est un peu difficile avaler. Et pour nous donc… On laissera donc les partisans de l'autorégulation par la vertu apprécier l'efficacité de leurs préconisations. Pour tous les autres, il est maintenant assez clair que l'élémentaire décence étant une notion strictement incompréhensible aux consciences de la finance, il ne reste plus que les voies de la force légale puis, à défaut, de la force physique pour leur faire entendre raison.

3. Attention : crise de rage

C'est que dans l'opinion publique, les seuils critiques sont en vue. Deux décennies de décervelage et de promotion ininterrompue des valeurs de l'argent sous la houlette de TF1 et de M6 n'auront pas suffi pour empêcher le corps social de voir rouge à pareil spectacle. Au soir de la manifestation du 29 janvier, BFM donne la parole à « un grand expert social »[6], Bernard Brunhes. Comme M. Sarkozy, tous les sbires de l'UMP et la valetaille sondagière, M. Brunhes « a entendu » – mais quoi au juste ? Il a entendu « l'angoisse et les inquiétudes ». Mais M. Brunhes et tous ses semblables doivent être un peu durs d'oreille. Car bien plus encore qu'« angoissé », le corps social est en proie à une terrible colère – version socialiste, M. Fabius : « des mécontentements »[7]. Non, non, non M. Fabius, les gens ne sont pas « mécontents » : ils sont fous de rage. La crise, à laquelle ils n'ont aucune part, est payée à leurs frais, les jette hors de leurs emplois ou lamine leurs revenus, pendant que la banque continue de rouler carrosse et persévère dans une inoxydable arrogance qui forcerait presque

[5] « Looting stars », *The Economist*, 31 janvier 2009.
[6] *Dixit* le journaliste-animateur de l'émission.
[7] *France Inter*, 30 janvier 2009.

l'admiration – il y faudra tout de même un certain recul du temps. Même le peuple le plus doux du monde sortirait de ses gonds à moins – et il n'est pas donné que la France en fasse partie quoique, à la réflexion, il y aurait plutôt matière à s'étonner que le corps social ait finalement été jusqu'ici si paisible lorsque l'on considère ce qu'il a enduré depuis deux décennies. Les durs d'oreille ne vont pas tarder à s'en rendre compte car cette fureur, qui n'a rien de récent ni de circonstanciel, est le terrible produit d'un long cumul de douleurs et de protestations, jamais entendues et toujours méprisées mais, par « l'excès de trop », maintenant précipitées en une rage qui va faire mal et dont les puissants, incapables de se retenir d'abuser de leur puissance, pourraient bientôt avoir à connaître – à défaut du reste, cela, ils ne l'auront pas volé.

4. Quelqu'un a une idée ?...

Les dégâts de ce flot seront fonction de l'existence, ou non, d'un canal alternatif où le précipiter. Or pour l'heure aucun de ceux qui seraient en position d'en indiquer le tracé n'ont la moindre idée à ce sujet. On ne parlera même pas du gouvernement actuel dont la fine analyse a conclu qu'il était urgent d'approfondir la configuration néolibérale du capitalisme (concurrence générale, restriction salariale sous couleur de compétitivité, allongement de la durée du travail)… qui a précisément engendré la catastrophe des subprimes[8]. La chose nommée par habitude, ou plutôt par charité, « opposition », cherche en vain comment faire oublier le parfait à-propos historique qui l'a conduite à célébrer par déclaration de principes interposée le « marché » au moment où le capitalisme libéralisé partait en morceaux. Mais, sur la lancée de deux décennies de conviction profonde de la justesse du modèle présent, et s'étant par conséquent considérée dispensée depuis d'imaginer quoi que ce soit de nouveau, comment pourrait-elle avoir la moindre idée nouvelle ? Le cas des syndicats de « négociation » n'est hélas guère plus brillant, comme l'atteste l'inconsistant mot d'ordre attaché aux manifestations du 29 janvier, qui ne manque certes pas d'éléments intéressants mais n'offre aucune cohérence d'ensemble, et par suite ne dessine aucun projet politique.

C'est à ce moment précis que la catalyse explosive révèle tous ses périls, car une colère sans objectif explicite et sans débouchés anticipés est une force errante dont nul ne sait ce qu'elle peut produire – et celle-ci est gigantesque. Ici pas de réforme à retirer, pas de ministre à démissionner, même pas une politique d'ensemble à remplacer – en tout cas au sens du « remplacement » socialiste. Et surtout : nulle part sur l'échiquier politique un homme

[8] À ce sujet : *Jusqu'à quand ? op. cit.*, épilogue.

ou un parti « en position » ayant perçu le rendez-vous de l'histoire. Seul le corps social par la force extraordinaire de son rejet signifie clairement que le monde doit changer, mais nul ne semble l'entendre – les cris éditorialistes horrifiés « au protectionnisme », sans le savoir, sont en train de prendre leur place dans les livres d'histoire –, et il lui manque la face constructive de son exaspération.

Il n'y a pas trente six solutions pour sortir de cette redoutable impasse – en fait il n'y en a qu'une : mettre de la plus explicite des manières une « nouvelle donne » à l'agenda politique. Mais l'idée d'une « nouvelle donne » ne peut rencontrer que des entendements préparés à l'analyse de la crise présente – pas ceux du gouvernement ni du parti socialiste. Elle est pourtant de plus en plus facile à faire, à la condition évidemment d'être prêt aux mises en question que ces forces politiques se sont efforcées d'écarter avec autant de constance que de convergence. Mise en question de la libéralisation financière – opérée en France par le socialisme de gouvernement. Mise en question des formes de la concurrence, imposées via la construction européenne et défendues aux cris de « protectionnisme » et de « guerre » rendus synonymes puisque, selon une logique qui avait déjà servi avec l'Europe, c'est leur dernier argument: « le monde comme il est » ou bien « la guerre »… Or ce sont les deux contraintes, de la finance qui exige la rentabilité actionnariale, et de la concurrence qui veut la compétitivité-prix, qui ont écrasé les salaires et fait exploser les inégalités. De celles-ci la droite se moque ouvertement ; la « gauche » socialiste, elle, les déplore à chaudes larmes mais sans rien vouloir changer aux causes qui les produisent.

I. Refondre les structures bancaires et financières

Pour ce qui est de la finance, même les plus enclins à la cécité volontaire auront du mal à éviter de voir que les idées s'accumulent : le SLAM pour remettre au pas la finance actionnariale[9], un paquet de propositions articulées pour ramener la finance de marché à la raison[10]. Mais si « nouvelle donne » a un sens il est assez évident qu'elle doit s'en prendre bien plus fondamentalement aux structures bancaires mêmes. En cette matière la première étape est celle de la nationalisation à grande échelle. Un argument de principe aurait dû l'imposer sans coup férir dès le 15 septembre dernier au moment où la faillite de Lehman Brothers et l'imminence de la ruine totale du système financier ont montré ce qu'il en coûte de remettre à des entités privées plongées dans l'instabilité des marchés la garde de ce bien

[9] « Une mesure contre la démesure de la finance : le SLAM », *Le Monde Diplomatique*, février 2007.
[10] *Jusqu'à quand ? op. cit.*, ,chapitre 5.

public vital pour la société en quoi consistent les encaisses monétaires – dont l'effondrement bancaire systémique a failli provoquer l'évaporation totale. Mais, aux acharnés du monde libéral, et jusque dans le spectacle extrême de dévastations jamais vues[11], les arguments de principe ne sont d'aucun poids. Heureusement l'histoire est plus forte qu'eux et c'est le poids écrasant de la nécessité qui leur force la main. La nationalisation s'est imposée à eux, contre toutes leurs régurgitations. Et, quoiqu'ils continuent, par réflexe conjuratoire, de la proclamer « partielle » et « temporaire », elle s'imposera à eux comme complète et comme définitive.

Complète, car les gouvernements ne tarderont pas à s'apercevoir de l'inefficacité rédhibitoire à laquelle les condamnent les variations sans fin de leurs « plans de sauvetage » qui tous méconnaissent la dynamique même de la crise et ses mécanismes d'approfondissement cumulatif. Car, partie d'un foyer local – les dettes immobilières aux Etats-Unis –, mais propagée par les propriétés de dissémination de la titrisation et ravageant l'un après l'autre les compartiments de marché latéraux par le jeu de la course à la liquidité, la crise était vouée, parce qu'elle mettait les banques en première ligne et par un effet de violente contraction du crédit, à déclencher une récession qui est maintenant une machine folle à produire endogènement des mauvaises dettes. La récession a en effet pour conséquence de précipiter dans l'insolvabilité des productions parfaitement viables il y a encore quelques mois. C'est pourquoi, d'une part, les plans publics sont constamment dépassés par l'explosion des défauts au fil du temps puisque, pareil à un glissement de terrain poussant devant lui des quantités croissantes de boue, la propagation du front de crise ajoute aux mauvaises dettes immobilières initiales les anciennes bonnes dettes d'entreprise maintenant irrésistiblement transformées en mauvaises.

C'est pourquoi, également, les aides publiques aux banques privées sont condamnées à rester sans effet. Car l'effondrement économique est d'une telle brutalité et crée un environnement général d'une telle adversité que nulle banque, quel que soit le soutien extérieur, ne se hasardera *seule* à de nouvelles émissions de crédit, sauf à les voir aussitôt tourner en mauvaises créances. Evidemment, si toutes les banques ensemble agissaient de concert, elles créeraient par leur action d'échelle *globale* les conditions de leur propre succès – et de la sortie de crise. Mais cette action coordonnée est précisément ce que l'économie de marché – qui laisse chaque agent décider *isolément*, donc dans l'incertitude de ce que feront les autres – interdit. Là où les plans publics actuels ne savent pas faire autre chose que reprendre comme ils peuvent des stocks de mauvaises dettes en croissance explosive, seule la

[11] Rappelons que tous actifs confondus, la crise a produit des destructions de valeur (entre 20 et 30 trillions de dollars) d'une ampleur que le capitalisme n'a jamais connue.

nationalisation *complète*, c'est-à-dire la prise des commandes de l'ensemble du secteur, peut produire l'action *coordonnée* à même de relancer le crédit *général* et de briser cette dynamique autrement fatale.

La nationalisation de doit pas qu'être complète : elle doit être définitive, mais sous des formes adéquates. Si, à l'expérience de la ruine totale frôlée par le système, la sûreté des avoirs monétaires du public impose des structures bancaires déprivatisées, il n'est pas certain, au-delà de l'urgence de la prise des commandes pour une relance coordonnée du crédit, que la forme étatique pure soit la meilleure à long terme. Beaucoup d'arguments conduisent en fait à envisager le dépassement de la nationalisation par la *socialisation*, c'est-à-dire par des structures bancaires soustraites à l'actionnariat privé aussi bien qu'au contrôle étatique direct, et dont la gouvernance associerait toutes les parties prenantes concernées par les décisions de crédit : salariés, entreprises, associations diverses, représentants des collectivités locales, etc. sous les formes d'une amorce de démocratie locale du crédit[12].

II. Les conditions de moyen terme de la relance salariale

Le parti socialiste a beau en appeler à la relance des salaires, il ne lui viendrait pas à l'idée de questionner un instant les structures de la concurrence qui lui impose tant d'obstacles. Car il est vrai que la grande transformation libérale a eu pour effet d'en créer les conditions d'invalidation objective. Dans un monde dominé par la contrainte d'extraction de la rentabilité pour l'actionnaire et où l'on a pris soin de faire concourir de plain-pied des systèmes socio-productifs aux standards sociaux et environnementaux parfaitement inégaux, il est exact en effet que la relance salariale telle quelle a beaucoup contre elle. Il faudra bien qu'un jour les faux-culs de la justice sociale connectent ce qui doit l'être et, s'ils veulent être pris au sérieux dans leurs déplorations des inégalités, mettent au centre de leur projet la transformation des structures qui les réengendrent continûment : la concurrence parfaite avec la terre entière, la parfaite liberté, et l'encouragement de fait, à la délocalisation – bref l'Europe dans sa forme actuelle, prolongée en OMC et en AMI. L'éloignement relatif de l'objectif n'interdit pas qu'il soit identifié et désigné tout de suite comme élément central de la « nouvelle donne ». Gageons là aussi, comme à propos de la nationalisation, que l'histoire forcera la main de tous les arcboutés de la compétition extrême, que le spectacle de l'explosion des inégalités d'origine financières et concurrentielles n'est jamais parvenu à tirer de l'antinomie « "la mondialisation" ou "la Corée du Nord" », et qui hurlent

[12] Pour plus de détail, voir « Pour un système socialisé du crédit », blog *La pompe à phynance*, *Le Monde Diplomatique* (site).

« protectionnisme » faute d'être capable d'accéder à l'idée d'ouverture modulée – en ce sens, oui c'est bien, littéralement, une *organisation* du commerce international (… OCI !) qu'il nous faut, et non une Agence de Promotion du Libre-Echange comme en tient lieu l'actuelle OMC.

III. Justice sociale *tout de suite*

Cependant il faut être clair : c'est l'articulation systémique de l'exploitation des uns et de la fortune des autres qui soulève l'indignation et vient de passer un point critique, *maintenant*. La rage sociale c'est celle de l'injustice ouverte, insultante. Elle n'attendra pas le « moyen terme ». Heureusement beaucoup peut être fait en cette matière, et très vite. Car il a fallu en arriver à l'extrémité présente des inégalités pour que sorte de l'histoire le spectre du capitalisme des années vingt dont l'extravagante polarisation des revenus et des fortunes a été reconstituée presque à l'identique par le néolibéralisme contemporain[13]. Or la référence historique fait remonter du même coup et le souvenir du poison… et celui de l'antidote. Paul Krugman rappelle de quelle simplissime manière le New Deal rooseveltien a tordu le coup à l'obscène écart des rémunérations : par ratiboisement fiscal[14]. Miracle de la crise maximale : les choses interdites peuvent de nouveau être dites. Et M. Sarkozy qui n'est à l'aise que dans la rupture des tabous devrait logiquement être ravi d'en avoir tant à renverser : taux d'imposition marginal à 90%, intégration des revenus du capital dans le revenu déclarable « ordinaire », fermeture des niches fiscales, barème fortement progressif de l'ISF, loi de limitation des écarts de salaires dans l'entreprise (de 1 à 20 par exemple), interdiction des bonus et des stock-options[15]. Et vaste programme de redistribution avec la ressource ainsi collectée. Tout de suite.

Réduction de la finance de marché, instauration d'un système socialisé du crédit, desserrement de la contrainte actionnariale (SLAM), cessation des formes de concurrence les plus violentes par la réorganisation du commerce international selon un principe *d'ouverture modulée*, justice sociale-fiscale redistributive immédiate : ce sont les premiers éléments d'une nouvelle cohérence qui a vocation à s'affirmer comme telle, c'est-à-dire comme réponse à une situation d'ensemble, une forme d'organisation économique, et on pourrait même dire un

[13] Thomas Piketty et Emmanuel Saez, (2006), « The evolution of top income : a historical and international perspective", *American Economic Review, Papers and Proceedings*, (96)2
[14] Paul Krugman, *L'Amérique que nous voulons*, Flammarion, 2008.
[15] A l'usage de tous ceux qui hurleront à la fuite de nos traders compétents et de nos brillants patrons, quelques éléments substantiels de réponse à venir dans « Bonus : la résistible prise d'otage des "compétents" », *La pompe à phynance*, sur ce site très bientôt

modèle de société, devenus odieux. À la vérité, c’est bien là le programme minimal, en deçà duquel gouvernants et aspirants risquent bientôt de ne pas comprendre ce qui leur arrive. Car pour tous ses renseignements généraux, sa flicaille omniprésente et son terrorisme « anti-terroriste », ce gouvernement n’a visiblement pas la moindre idée du nombre de tous ces gens ordinairement très paisibles et sans aucune inclination à la violence, mais qui ont passé les bornes de l’indignation privative, c’est-à-dire silencieuse, et ont maintenant au cœur « l’envie de tout casser ».